

Match Etats-Unis – Chine : avantage Washington

La croissance de la Chine est tellement captivante qu'on tend à lui prêter une puissance qu'elle n'a pas. C'est particulièrement net vis-à-vis des Etats-Unis, qui sont censés être tombés sous la dépendance chinoise et n'en avoir plus que pour quelques années de domination en Asie. En réalité, la visite de Bush à Pékin a été l'occasion de rappeler quelques vérités sur les rapports réels entre les deux empires.

Sur le plan économique, d'abord, les travaux de Patrick Allard, économiste au Centre d'Analyse et de Prévision, ont rappelé le chemin qui restait à parcourir et l'exagération de la "dépendance" américaine. Certes, la Chine est en passe de retrouver sa place d'antan dans l'économie mondiale (4,5% du PIB mondial en 1960, 4% aujourd'hui), mais ce rythme de rattrapage de l'Occident reste modeste en comparaison historique avec d'autres pays comme le Japon ou Taiwan. Rien ne permet, d'ailleurs, de prolonger indéfiniment la croissance chinoise actuelle dans le futur en faisant fi des crises financières, et surtout politiques et sociales, voire écologiques, qui pourraient surgir. C'est leur absence qui serait inattendue.

Tout cela n'ôte rien au formidable dynamisme exportateur d'une partie de la Chine ou à sa population gigantesque. Mais là encore, la comparaison avec les Etats-Unis permet de remettre les choses en perspective : une étude de Goldman Sachs (2003) projetait un PIB chinois par habitant à 35% de celui de l'Amérique à l'horizon 2050. Et sur le plan démographique, la Chine est une puissance vieillissante, dont l'âge médian et la proportion de seniors seront à cette date plus importants que ceux des Etats-Unis. Enfin et surtout, il lui reste à se doter d'un système légal solide, de règles de transparence reconnues par les marchés, d'un système universitaire créatif, tout cela dans un cadre non démocratique. Or, ces atouts, les Etats-Unis les ont déjà.

Quant à l'idée d'une dépendance américaine à l'égard de la Chine, elle n'est pas très sérieuse. Mettons de côté l'hypothèse fantaisiste d'une dépendance en biens de consommation courante (jouets, literie, etc.), qui est en réalité une dépendance chinoise vis-à-vis du marché américain. La crainte couramment exprimée est celle de "la Chine qui peut dire non", refuser de financer les déficits américains. Certes, Pékin peut envoyer un signal négatif aux marchés, mais outre qu'elle n'y a pas intérêt (elle verrait ses avoirs se dévaluer soudain avec la baisse du dollar, et ses exportations se vendraient moins bien), sa contribution au financement de l'économie américaine reste modeste : 1% de tous les titres américains et 4,5% des titres publics l'an dernier.

Sur le plan stratégique enfin, Bush conduit à présent une politique étrangère plus avisée que, par exemple, celle qu'il mène au Moyen Orient. Revenu de ses errements belliqueux de 2001, lorsque la Chine était traitée de "concurrente stratégique", Bush parvient tout à la fois à intégrer Pékin dans le concert des nations et à la responsabiliser (il lui confie les négociations sur la Corée du Nord), tout en mettant en place un endiguement naturel de long terme de son expansionnisme. Celui-ci passe par un rapprochement marqué avec l'Inde (accord de coopération nucléaire en juillet 2005) et par un resserrement des liens avec le Japon. Ces deux puissances régionales préféreront toujours Washington à Pékin.

Incontestablement, les Etats-Unis ont encore de belles décennies devant eux en tant que première économie mondiale, et que première puissance asiatique.